54 SÉNAT

occidentale se trouvent dans la même situation et risquent de s'y trouver pour longtemps.

Examinons encore d'autres conséquences extrêmement fâcheuses de cette initiative. Des milliers de personnes ont été abattues lors de l'attaque de Port-Saïd et d'autres localités. Deux fières nations, la Grande-Bretagne et la France se sont, je dois le dire avec regret, trouvées humiliées. Le monde entier est scandalisé au spectacle de ces deux nations, entre toutes, manquant à leurs devoirs envers les Nations Unies. Cette initiative a suscité la haine au cœur du peuple arabe. Il se peut que nous ne les considérions pas comme des gens importants, mais ce sont des êtres humains, et qui plus est, fort nombreux. Et, bien plus encore, cette initiative a éveillé la méfiance de centaines de millions de personnes en Extrême-Orient. Conséquence encore bien plus fâcheuse, c'est le grand danger de désunion au sein du Commonwealth qui en est résulté. L'honorable M. Pearson a dit lui-même à la Chambre des Communes qu'il y avait un danger immédiat de rupture entre les pays membres du Commonwealth. Il faut aussi regretter l'éloignement qui s'est produit entre la Grande-Bretagne et les États-Unis.

Mon ami, le chef de l'opposition, a dit certaines méchancetés sur le compte des États-Unis. Je n'ai pas toujours approuvé les décisions de ce pays; en réalité, j'ai critiqué très sévèrement à la Chambre la conduite de leur secrétaire d'État, M. Dulles, en particulier certaines démarches qu'il a faites et qui, il s'en est vanté, ont conduit son pays au bord de la guerre, qu'il a ensuite évitée. Je désapprouve très fort de telles attitudes. Toutefois, n'oublions pas le fait inéluctable que l'Angleterre et la France ne peuvent se passer de l'amitié et de l'aide des États-Unis.

J'en viens au dernier et plus grave résultat de l'intervention au Moyen-Orient; c'est par de telles manœuvres que nous faisons directement le jeu de la Russie. Je ne vois aucun avantage qui vienne contrebalancer ces conséquences défavorables.

Je déteste la guerre. En principe, j'imagine que tout le monde prétend détester la guerre, toutefois, dans la pratique, bien des gens ne se conforment pas à ce principe. Certes, les deux dernières guerres nous ont convaincus que personne ne gagne une guerre, que tout le monde y perd.

Il y a quelques années, j'ai assisté à une réunion d'hommes éminents parmi lesquels se trouvait un homme d'État bien connu de la plupart d'entre vous. La seconde guerre mondiale semblait alors imminente et la discussion portait sur Dantzig, port allemand de la Baltique qui avait été enlevé à l'Allemagne et cédé à la Pologne en vertu du traité de Versailles. Au cours de la discussion le sage et vieil homme d'État dit: "Nous n'allons, certes, pas faire la guerre à cause de Dantzig". Un des plus jeunes et moins sages s'écria: "Oh, il y a des choses pires que la guerre". "Signalez-m'en une", ai-je dit. Je n'ai obtenu aucune réponse.

Au cours du présent débat, on a cité l'opinion de certains philosophes. Depuis quelques semaines cependant, croyez-le ou non, je consulte les ouvrages de quelques-uns des plus grands philosophes. J'ai parcouru dernièrement avec un vif intérêt certains écrits du remarquable auteur français, Voltaire, où j'ai relevé une observation qui offre un intérêt spécial. La voici:

La guerre est le pire de tous les crimes et cependant il n'est d'agresseur qui ne masque son crime sous le manteau de la justice. C'est défendu de tuer; aussi les meurtriers sont-ils punis, à moins qu'ils ne tuent bien des gens, et au son de la trompette.

Honorables sénateurs, même si tous ne font pas aujourd'hui un accueil favorable à mes critiques, je les formule avec sincérité. J'ai pris la parole uniquement pour dire que le Canada doit être fidèle à ses engagements envers les Nations Unies dont nous avons signé la charte, et qui est aujourd'hui la seule organisation qui ait quelque chance de rétablir la paix. Espérons qu'il n'est pas trop tard pour sauver la situation. Il n'y a aucune honte à admettre une erreur; ce peut être une noble chose de le faire.

Les pays fautifs, qualificatif que j'utilise à dessein car je pense que ces nations ont eu tort d'envahir l'Égypte, ont consenti à se retirer. J'en suis heureux. Qu'elles se retirent aussi rapidement qu'il est raisonnablement possible d'une situation intenable, qu'elles retrouvent le respect et la bienveillance du monde et collaborent avec les Nations Unies à l'œuvre qui est leur raison d'être. Quand ce but aura été atteint, quand le sang encore bouillant et les passions se seront refroidies, je crois que l'affaire de Suez ainsi que toutes les autres difficultés du Moyen-Orient pourront trouver un règlement équitable pour tous.

Des voix: Bravo!

L'honorable J. W. DeB. Farris: Honorables sénateurs, je n'avais pas l'intention de prendre part au présent débat. Je ne suis arrivé que cet après-midi après une nuit blanche en avion. D'autres travaux m'ont retenu et ne m'ont pas laissé le temps de préparer des notes sur la question à l'étude; et c'est quelque chose dont on ne devrait parler qu'après mûre réflexion. Toutefois, une remarque formulée par mon honorable ami le sénateur de Waterloo (l'honorable M. Euler) m'incite à consigner quelques mots au compte rendu.